

## Hold-up sur les semences



[Source : GRAIN]

Par Alianza Biodiversidad & GRAIN

Sans les semences, il ne pourrait pas y avoir d'agriculture et nous ne jouirions pas de tout ce que cette dernière nous offre. Les peuples du monde l'ont compris depuis des milliers d'années. La protection et l'accès aux semences sont un entendement fondamental, qui dépasse les cultures, les idéologies, les religions et les façons de voir le monde.

L'idée que les semences doivent circuler librement est si profonde que la totalité des systèmes semenciers nationaux en vigueur jusqu'en 1960 ont été construits sur le principe que les semences stockées étaient disponibles pour quiconque en faisait la demande.

Le libre accès, l'utilisation, la protection et l'échange libres de semences sont ainsi devenus des piliers des identités culturelles, de l'expansion de l'agriculture dans le monde et de la capacité des peuples à garantir leur alimentation, leurs médicaments, leurs vêtements et le logement. Jusqu'à il y a encore cinquante ou soixante ans, toute tentative pour restreindre l'une de ces libertés aurait été considérée comme une aberration, une agression inacceptable, une violation des normes de base d'une coexistence civilisée.

Mais en 1961 est apparue une organisation intergouvernementale constituée de seulement 6 pays membres et siégeant à Genève, en Suisse : l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV). Cette organisation a émis un document sur la soi-disant « protection des obtentions » qui était en réalité une première tentative de privatisation des semences des variétés de plantes cultivées. Ce document était la version initiale de ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Convention UPOV ; un petit groupe de gros producteurs présents au niveau international – de grosses firmes pour la plupart – s'y auto-attribuait la prérogative de faciliter l'appropriation des semences, empêchant le reste des gens et des communautés de les utiliser librement, et ce malgré le fait que leurs vies soient intimement liées à l'agriculture, qu'elles aient domestiqué les semences et les aient léguées à l'Humanité.

Depuis, l'UPOV œuvre exclusivement et explicitement à la privatisation des semences dans le monde entier en imposant ces droits de propriété intellectuelle sur les variétés végétales et en attribuant le monopole aux entreprises. L'UPOV désigne ce mécanisme de privatisation par l'expression « droits d'obtenteur ».

L'UPOV est la plus claire expression de la guerre menée contre les paysans, et la résistance implique que les gens conservent leurs semences, les échangent et les multiplient au sein de leurs réseaux de confiance et en toute responsabilité.

Les textes rédigés par les bureaucrates de l'UPOV et par les représentants de l'industrie ressassent, dans toutes les réglementations et normes connexes relatives aux semences et aux « variétés végétales », un argumentaire où prévaut un seul et unique scénario : éradiquer l'agriculture indépendante, l'éroder ou la déshabiliter pour la soumettre à la volonté des gros agriculteurs et des firmes semencières et d'intrants. Les entreprises considèrent l'agriculture indépendante comme un adversaire indésirable. C'est pour cela qu'elles criminalisent les techniques et les pratiques des communautés paysannes.

Les paysannes et les paysans du monde entier comprennent ce qui est en jeu. Malgré tout leur pouvoir, les grandes firmes et les gouvernements puissants qui soutiennent les aberrations telles que l'UPOV n'ont pas la tâche facile. La résistance populaire surgit de toutes parts. Nous devons renforcer ces luttes.

La brochure suivante explique plus en détail de quoi nous parlons.

Lisez « UPOV, Hold-up sur les semences. Nous devons donc les défendre »

Cliquez [ici](#) pour regarder une courte animation expliquant comment l'UPOV tente de s'appropriier et de privatiser les semences et pourquoi nous devons y résister.

